



Darfour

Les secours humanitaires en péril

Fabrice Weissman

Une version courte de cette tribune a été publiée, sous un autre titre, dans le journal
Le Monde daté du 3 novembre 2006

Document en provenance du site internet de Médecins Sans Frontières

<http://www.msf.fr/>

Tous droits de reproduction et/ou de diffusion, totale ou partielle, sous quelque forme que ce soit, réservés pour tous pays, sauf autorisation préalable et écrite de l'auteur et/ou de Médecins Sans Frontières et/ou de la publication d'origine. Toute mise en réseau, même partielle, interdite.

Darfour : les secours humanitaires en péril

Les organismes d'aide sont devenus otages du bras de fer entre le gouvernement soudanais et la communauté internationale

Au Darfour, l'intensification des combats et la montée générale de l'insécurité ont contraint Médecins sans frontières (MSF) à réduire drastiquement ses activités au cours des trois derniers mois.

Depuis juillet 2006, menaces de morts, passages à tabac, agressions sexuelles et assassinats accompagnent avec une intensité croissante le rançonnement des organisations de secours par les bandits/miliciens opérant dans les villes et sur les routes tenues par le gouvernement. Ainsi, les voies d'accès au massif du Jebel Marra (contrôlées par l'armée et les paramilitaires) sont devenues si dangereuse que MSF et les autres agences humanitaires ont dû suspendre leurs activités dans les zones montagneuses sous autorité rebelle. C'est au minimum 100 000 personnes, dont une proportion significative de déplacés, qui sont désormais privées d'assistance alors que plusieurs foyers de choléra sont reportés et que le nombre de blessés de guerre est en nette augmentation. D'autres missions d'assistance ont dû être fermées en zone gouvernementale et des services vitaux suspendus – comme le transfert routier de patients nécessitant une hospitalisation d'urgence. Néanmoins, MSF est toujours en mesure de travailler dans les grands camps de déplacés qui abritent au total près de deux millions de personnes, presque entièrement dépendantes d'une assistance extérieure.

Le gouvernement soudanais porte une lourde responsabilité dans la montée de l'insécurité sur les axes routiers et dans les localités qu'il contrôle. Tout d'abord parce qu'il est impossible que des agressions graves et répétées se produisent sans la complicité – au moins passive – de l'imposant appareil sécuritaire du régime qui quadrille le Darfour. Ensuite, parce que Khartoum a répondu aux menaces d'intervention militaire des Nations unies par une propagande xénophobe assimilant tous les étrangers à des « nouveaux croisés » animés par une haine des Arabes et de l'Islam. Selon toute vraisemblance, la violence accrue des attaques contre les humanitaires relève d'une stratégie du gouvernement destinée à cantonner les organisations d'assistance dans les villes de garnison (afin de conduire sa campagne contre-insurrectionnelle sans entrave ni témoin) mais aussi à résister aux menaces d'intervention internationale en prenant les humanitaires en otage : « si vous persistez à vouloir envoyer des casques bleus, sachez que ce sera au prix de plusieurs morts parmi les secouristes » signifient en substance les bandits/miliciens opérant avec l'aval du régime.

Hors des zones contrôlées par Khartoum, les combats ont repris dans l'ouest et le nord Darfour. Les hostilités opposent les partisans aux opposants de l'accord de paix pour le Darfour (DPA), signé sous forte pression internationale le 5 mai dernier entre le gouvernement et une seule faction rebelle. Dans les régions de Korma et Tawilla, plus de 70 civils ont été massacrés par cette dernière. Si les zones aujourd'hui touchées par les combats étaient jusqu'à présent moins dépendantes de l'aide internationale, il est à craindre que le regain de violence soit à l'origine d'un nombre important de blessés ainsi que de nouveaux déplacements de population.

A ce jour, toute évaluation indépendante des besoins est quasiment impossible, faute de garanties de sécurité effectives. La fragmentation de l'opposition en une dizaine de factions, parfois dépourvues de réseaux logistiques et de chaînes de

commandement performants, contraint les organisations de secours à négocier avec un nombre croissant de groupes armés à l'assise territoriale et militaire fluctuante et souvent plus intéressés par le pillage des moyens d'intervention que par la mise en place d'opérations de secours.

Soulignons au passage que c'est à une reprise des hostilités que nous assistons, non à la mise en œuvre d'un programme d'extermination systématique d'une partie de la population soudanaise. D'un point de vue strictement juridique, les nombreux massacres commis au Darfour relèvent peut-être de la Convention de 1948 contre le génocide. Mais ils sont plus proches d'un point de vue historique des « campagnes de pacification » des armées européennes durant les conquêtes coloniales que de l'extermination méthodique d'une partie de ses citoyens par l'appareil d'Etat rwandais en 1994.

Face à ce regain de violence généralisé, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Union européenne, l'Union Africaine, de hauts responsables des Nations unies ainsi que de nombreux groupes de pression occidentaux, considèrent l'envoi de troupes onusiennes comme le meilleur moyen de porter secours aux populations du Darfour – où la guerre a fait au moins 200 000 victimes (dont un quart à un tiers de morts violentes). Selon la résolution 1706 votée par le Conseil de sécurité le 31 août dernier, les 7 000 soldats actuellement déployés par l'Union africaine devraient être remplacés par 20 000 casques bleus. Ces derniers auront le droit de recourir à la force pour appliquer leur mandat, à savoir : faire respecter l'accord de paix, protéger les déplacés et le personnel international et désarmer les belligérants.

Or Khartoum refuse catégoriquement ce déploiement. A ce stade, l'application de la résolution 1706 suppose le déclenchement d'une guerre contre le Soudan et l'invasion militaire de l'ouest de son territoire – ce qu'aucun Etat ne semble prêt à assumer. A supposer que le gouvernement soudanais finisse par accepter les troupes de l'ONU, aucune puissance n'est aujourd'hui disposée à fournir les 20 000 hommes requis par la résolution 1706. Près de 80 000 casques bleus sont déjà déployés à travers le monde et l'ONU peine à trouver les 15 000 soldats supplémentaires pour renforcer les contingents de la FINUL au sud Liban.

Mais surtout, la quasi-totalité des factions rebelles, tout comme les populations déplacées, rejettent l'accord de paix actuel, dont les troupes onusiennes sont censées garantir l'application. Alors que les combats ont repris et que de nombreux groupes armés s'opposent au déploiement de l'ONU, on voit mal comment les casques bleus pourraient remplir leur mission. Comme le soulignait le 4 octobre dernier Jean-Marie Guehenno, secrétaire général adjoint des Nations unies au maintien de la paix : « Confondre maintien de la paix et imposition de la paix, c'est aller au devant de graves difficultés (...). Celui qui me dit qu'un territoire de 500 000 kilomètres carré peut être pacifié par une force étrangère, que la loi et l'ordre peuvent être ainsi rétablis, est dans l'erreur. » Les Etats en sont bien conscients, qui rechignent à mettre des troupes à disposition de la mission des Nations unies dont ils ont pourtant voté le mandat.

Ainsi, malgré ses propres doutes, la communauté internationale continue de faire croire aux populations du Darfour que leur salut viendra d'une intervention militaire onusienne dont les chances de déploiement et de succès sont à ce jour minimes. Certains acteurs humanitaires, comme Jan Egeland (Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU) participent à cette campagne. Ce faisant, ils embarquent de surcroît les organismes d'aide dans le camp de la « guerre juste » et

contribuent à les exposer un peu plus aux représailles de Khartoum et de ses milices.

La neutralité requise pour intervenir en zone de guerre interdit aux secouristes de juger de l'opportunité du recours à la force ou de se prononcer sur le type de pressions internationales susceptibles d'amener les belligérants à se conformer aux exigences du droit international humanitaire. Reste que la stratégie actuelle de la communauté internationale n'est pas en mesure d'endiguer le regain de violence contre les civils alors qu'elle contribue à mettre en péril les opérations de secours vitales dont dépendent plus d'un habitant sur trois au Darfour. Ce constat ne saurait bien entendu exonérer les belligérants de leurs responsabilités premières. Eux seuls ont les moyens de faire respecter la vie des non-combattants et de permettre aux agences humanitaires d'apporter une assistance impartiale aux victimes du conflit.

Fabrice Weissman
Fondation MSF (France),
Paris, 17 octobre 2006